

On l'a revu récemment dans l'action contre les 24 mois quand, à une campagne de collecte de signatures terne et non réussie, les ouvriers de Liège et du Centre substituèrent subitement une grève spontanée, qui obligea les dirigeants à proclamer la grève générale.

Les dirigeants réformistes, il est vrai, désirent une mobilisation LIMITEE et non une mobilisation GENERALE de la classe. Ils désirent rentrer dans un gouvernement bourgeois, non pas constituer un gouvernement ouvrier. Aussi sont-ils obligés de manœuvrer avec une habileté extrême pour déclencher, puis arrêter le mouvement au moment voulu, quand le risque de débordement devient trop grand. En 1950, la bourgeoisie capitula juste le jour où la grève générale risquait de déborder la question royale pour poser la question du régime. En 1952 la grève générale fut déclenchée prématurément un samedi, afin d'empêcher une véritable vague de fond contre le service militaire. Parce que le gros de la classe maintient sa confiance historique dans le P.S.B., ces nuances ne sont pourtant perceptibles qu'à une avant-garde relativement limitée. Parce que c'est de toute façon le P.S.B. lui-même qui DECLENCHE ces mouvements et les fait ABOUTIR à des succès réels bien que partiels, de telles expériences permettent moins que jamais d'ébranler cette confiance.

Il serait profondément erroné d'en tirer la conclusion que, somme toute, l'histoire se répète, et que nous sommes à la veille d'un nouveau cycle dans l'évolution du réformisme belge : victoire électorale aux prochaines élections municipales ; rentrée au gouvernement ; violent tournant à droite dans sa pratique quotidienne ; détachement et découragement d'une nouvelle avant-garde, etc. Les conditions générales dans lesquelles évolue ce mouvement et dans lesquelles vivent les masses belges ont été profondément modifiées. Toute la situation internationale se reflète dans ce petit pays et pèse sur tous ses courants politiques. Les travailleurs belges n'ont pas pu diminuer le service militaire de leurs fils sans bouleverser les plans de Ridgway ; ayant réussi à réaliser leur unité d'action, ils l'ont fait avec cent fois plus d'efficacité que les manifestants de Paris du 28 mai dernier. La direction réformiste reste fondamentalement « occidentale » dans son orientation. Mais elle est obligée de se faire l'écho des sentiments anti-impérialistes croissants qui se développent dans le peuple. Le réarmement, la préparation à la guerre, la politique d'ensemble de l'impérialisme américain se heurtent de plus en plus au sain instinct de classe des prolétaires. Leur profond attachement à la démocratie ouvrière et la politique du P.C. belge les tiennent à l'écart de toute influence stalinienne. Ils n'ont certes pas une conception très claire de la « question russe ». Mais ils sentent que la guerre qu'on prépare n'est pas leur guerre, et ce sentiment s'accroîtra de plus en plus. Ce sentiment, même des dirigeants du P.S.B. ont dû l'exprimer. Certains ont demandé que le mouvement ouvrier fasse jouer son influence pour une reprise générale des négociations entre l'Ouest et l'Est. D'autres encore, notamment le leader idéologique du Parti, Victor Larock, n'ont pas hésité à dénoncer les tendances agressives croissantes de la politique américaine et le danger inhérent à la politique de réarmement. Quand le président du P.S.B., Max Buset, visita la Yougoslavie, il conclut son voyage en exprimant le vœu que le P.C.Y. saura résister aussi vaillamment aux Américains qu'il a résisté à Staline. Cette anecdote en dit long sur l'imperceptible changement de front qui s'opère. Comme en Angleterre, le « bevanisme » des masses devance de cent lieues le « bevanisme » des dirigeants. Mais le temps travaille en sa faveur.

Il est exclu que la période d'agitation présente puisse prendre fin avec un éventuel retour des chefs réformistes au gouvernement. Nous sommes au début d'une longue période de secousses, qui ne laisseront intact aucun des éléments traditionnels de la vie politique en Europe occidentale. La préparation à la guerre, la guerre elle-même, la montée du mouvement révolutionnaire dans les colonies, ses répercussions en Grande-Bretagne et dans le reste de l'Europe occidentale ne peuvent jouer comme un frein sur le mouvement ouvrier belge. La direction réformiste se trouvera devant des difficultés autrement importantes que dans le passé. La conscience de ces difficultés ne manque pas d'influencer la politique des dirigeants socialistes dès maintenant.

Dans ces conditions, c'est dans LA LUTTE POUR LE POUVOIR, POUR UN GOUVERNEMENT SOCIALISTE, que l'agitation engagée par le P.S.B. et amplifiée par les travailleurs belges devra logiquement culminer. Cet objectif répond à la fois aux aspirations des masses et aux inquiétudes de nombreux dirigeants. Il résout les difficultés présentes et permet de faire face aux dangers futurs. Le parti catholique au pouvoir est discrédité et visiblement en perte de vitesse. La victoire électorale que les dirigeants socialistes escomptent de toute façon pourra